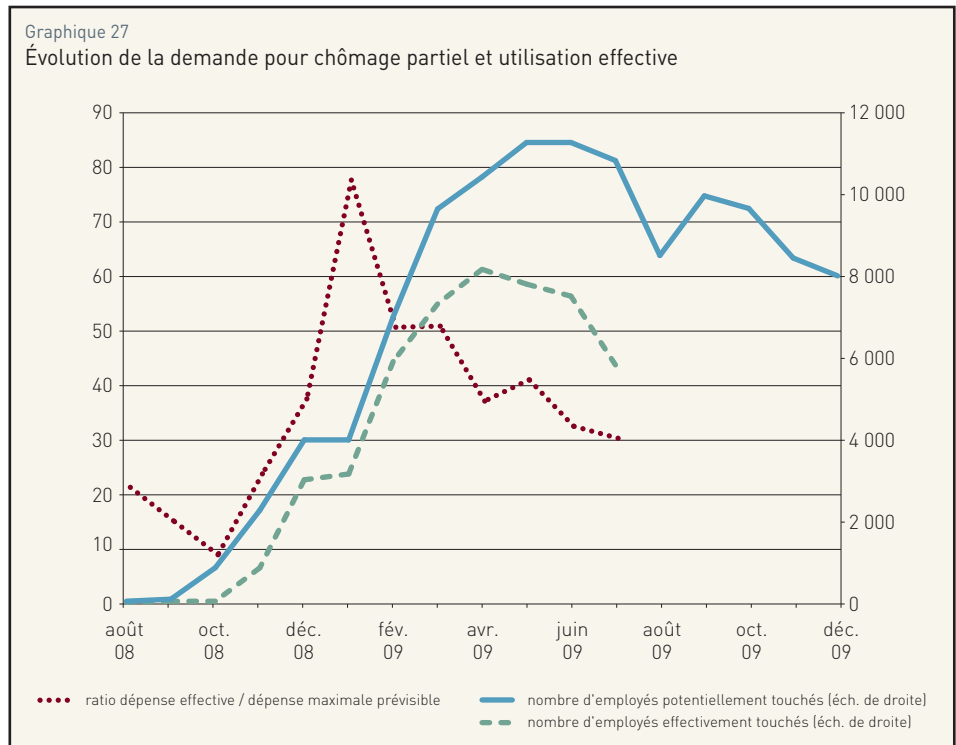


Cependant, durant les mois passés un nombre significatif d'entreprises n'utilisaient pas complètement ces autorisations, comme l'atteste le graphique ci-joint. On observe un écart grandissant entre le nombre de personnes pour lesquelles le chômage partiel a été préalablement demandé et accordé, d'une part, et le nombre de personnes qui ont effectivement été en situation de chômage partiel. De plus, le ratio entre la dépense effective du fonds pour l'emploi et la dépense maximale prévisible a significativement baissé entre janvier et juillet, ce qui confirme l'analyse que les entreprises n'utilisent pas à plein les autorisations pour chômage partiel.

On peut en conclure que les entreprises ont tendance à faire autoriser un volume de chômage partiel plus important que strictement nécessaire, ceci dans le souci de disposer ainsi d'une plus grande marge de manœuvre dans un environnement très incertain.



Encadré 1

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'ÉVOLUTION DU COÛT SALARIAL UNITAIRE

La Chambre des Salariés (CdS) a récemment publié une note sur le niveau et l'évolution du coût salarial unitaire (CSU) au Luxembourg¹. Pour la période s'étendant de 2002 à 2008, les auteurs détectent une baisse cumulée de 12% du CSU. Ceci serait la baisse des CSU la plus forte à travers l'UE (ensemble avec la Pologne). De plus, en 2008, le CSU du Luxembourg aurait été, à l'exception de la Slovaquie, le CSU le moins élevé dans l'UE en termes de niveaux.

Ces observations pourraient faire penser que ni l'évolution du CSU ni son niveau ne portent préjudice à la compétitivité de l'économie nationale. Il s'impose d'assortir ce constat de la CdS de quelques remarques :

Pour rappel, le CSU met en relation le coût salarial total d'une économie et sa production. La formule concrète est la suivante :

$$CSU = \frac{\text{Rémunération des salariés}}{\frac{\text{Emploi salarié}}{\text{PIB}}} \quad \text{ou encore} \quad CSU = \frac{\text{Rémunération par salarié}}{\text{Productivité}}$$

$$CSU = \frac{\text{Rémunération des salariés}}{\text{Emploi total}}$$

¹ Chambre des Salariés Luxembourg : "Coût salarial unitaire : une chute vertigineuse", dans : Econews 6/2009, 5 novembre 2009.

Une première remarque est que le niveau du CSU en une année donnée, de même que son évolution au fil du temps, dépendent de l'utilisation lors des calculs de la valeur réelle du PIB ou bien de la valeur nominale. Les deux sont conceptuellement envisageables. Mais l'interprétation des résultats dépend bien entendu étroitement de la formule choisie.

La CdS a utilisé dans ses calculs le PIB nominal, donc elle calcule le CSU réel². Ce choix a comme conséquence un impact à la baisse de l'inflation (approximée par l'évolution du déflateur du PIB) sur l'évolution du CSU. Ceci contribue au résultat à première vue étonnant d'une baisse cumulée de 12 pp du CSU endéans 6 années. Le choix du PIB nominal se justifie par le fait que l'évolution des prix de leurs ventes – à côté de celle des volumes produits et vendus – est un des facteurs déterminants de la capacité des employeurs à payer les salaires. Il donne donc, en principe, une bonne image de la répartition du revenu (nominal) entre salariés d'une part et entreprises d'autre part.

Pourtant, il convient de ne pas négliger le CSU nominal, calculé sur base du PIB réel. Celui-ci donne une meilleure idée de la divergence éventuelle entre l'évolution des salaires et celle de la productivité.

Au Luxembourg, le CSU nominal calculé de cette manière affiche un trend clairement opposé aux chiffres présentés par la CdS : en fait, entre 2002 et 2008, les CSU nominaux ont augmenté de plus de 15 % (voir colonne (11) du Tableau 1). Ce résultat s'explique en partie par la faible croissance de la productivité du travail qui, en termes cumulés, n'a atteint que 3,6 % sur la même période³.

Si le CSU, selon la Chambre des Salariés, s'est donc développé de manière favorable du point de vue des employeurs, ceci est largement imputable à la composante « déflateur du PIB » plutôt qu'à la productivité du travail ou encore à une très faible croissance de la rémunération par salarié. Cette dernière a d'ailleurs affiché une croissance cumulée de plus de 19 % sur la période 2002-2008. La baisse de la part salariale résulte donc d'une augmentation assez dynamique des prix de vente (en moyenne et après agrégation de tous les secteurs) de la production domestique.

Il n'en reste pas moins que l'augmentation des prix de la production telle que reflétée par le déflateur du PIB a en effet permis aux employeurs de payer ces augmentations des coûts salariaux, tout en maintenant, voire en augmentant, en moyenne, la part des profits.

Tableau 1
Evolution annuelle et cumulée des composantes du CSU et niveau du CSU

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution cumulée 2002 - 2008	Evolution cumulée 2000 - 2008
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
PIB réel, var. (%)	8,4	2,5	4,1	1,5	4,4	5,4	5,6	6,5	0	25,7	34,1
PIB nominal var. (%)	10,6	2,6	6,3	7,7	6,3	10,3	12,8	9,7	5	64	78,8
Rémunération par salarié, var. (%)	5,3	3,5	3,1	1,1	3,3	4,6	3,3	3,6	2	19,3	27,3
Productivité, var. (%)	2,7	-2,9	0,8	-0,3	2,1	2,5	1,9	2	-4,5	3,6	1,4
CSU nominal, niveau	0,5	0,53	0,54	0,55	0,56	0,57	0,58	0,59	0,63		
CSU nominal, var. (%)	2,5	6,5	2,2	1,4	1,2	2,1	1,4	1,6	6,8	15,2	25,4
CSU réel, niveau	0,5	0,53	0,53	0,51	0,5	0,49	0,47	0,46	0,47		
CSU réel, var. (%)	0,5	6,4	0,1	-4,4	-0,6	-2,4	-5	-1,4	1,7	-11,7	-5,9
Déflateur du PIB, var. (%)	2	0,1	2,1	6	1,8	4,6	6,8	3	5	30,5	33,3

Source : STATEC (Comptabilité nationale)

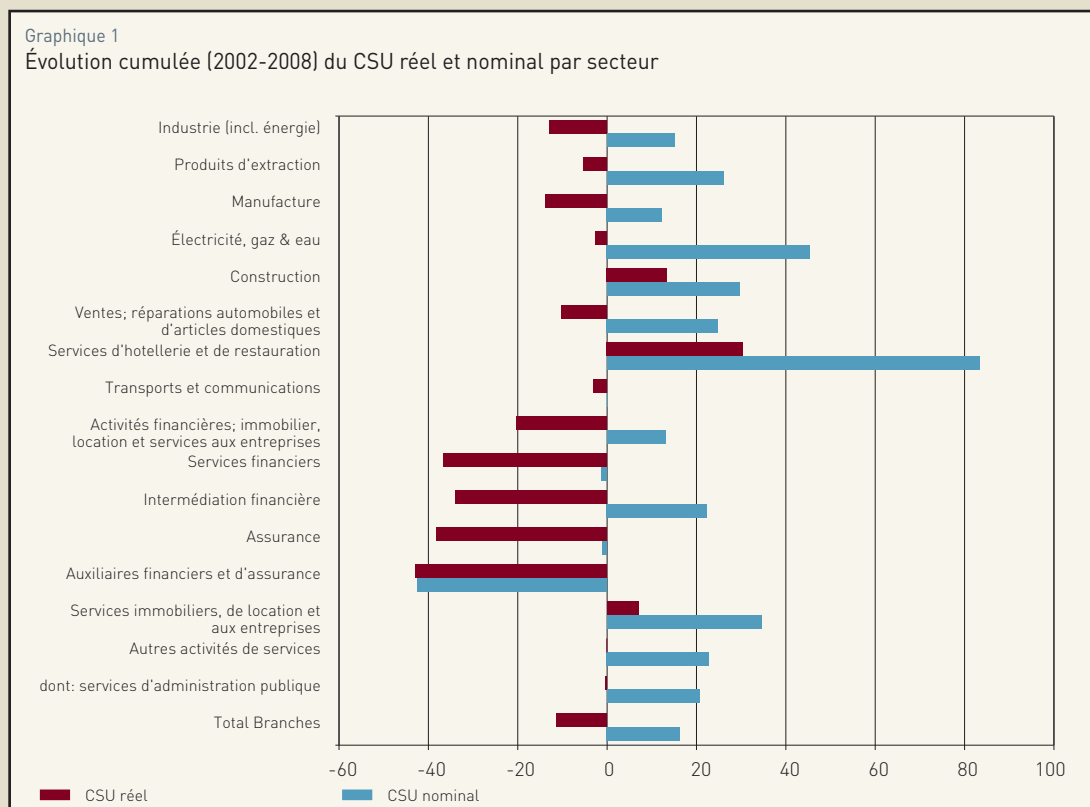
- Il peut sembler étonnant que l'utilisation du PIB nominal mène au CSU réel. La raison en est que l'utilisation du PIB nominal revient à une déflation de la rémunération nominale par salarié moyennant le déflateur du PIB. De manière analogue, l'utilisation du PIB réel dans le calcul du CSU donne lieu à un niveau ou à l'évolution du CSU nominal, car dans ce cas l'évolution nominale de la rémunération par salarié n'est pas déflatée par l'évolution du déflateur du PIB.
- Cette faible performance est en bonne partie due à l'année de crise 2008, certes, mais nous allons voir dans un autre contexte quelle influence le choix de la période de référence peut avoir sur les résultats.

La période choisie pour l'analyse a bien entendu un impact sur les résultats de celle-ci. Typiquement, la marge des profits baisse lors d'un ralentissement cyclique et commence à augmenter à nouveau au moment où la reprise se fait sentir. L'année 2003, première année dont les taux de croissance entrent dans l'analyse de la CdS, marquait le bas d'un cycle (+1,5% de variation du PIB réel). Après 2003 et jusqu'en 2007, la progression du PIB réel s'est accélérée. Il est donc peu étonnant que le CSU réel ait baissé pendant cette période. Lorsque l'on prolonge de seulement deux années la période sur laquelle l'analyse se déploie (ajout de 2000 et 2001), les résultats changent de manière significative (voir Tableau 1, colonne 12). Le CSU *réel* ne baisse plus de 12%, mais de moins de 6%. De surcroît, la progression cumulée du CSU *nominal* augmente de 15 à 25%. Compte tenu de la baisse attendue du PIB réel pour l'année 2009 et compte tenu des perspectives assez modestes pour 2010, la première décennie de ce siècle risque d'aboutir à une évolution très différente et nettement moins favorable pour la part des profits que celle qui résulte de l'analyse de la CdS.

Mais même si on se limite à la période choisie par la CdS, plusieurs points doivent être mentionnés.

D'abord, il est inquiétant, pour la compétitivité internationale d'un pays particulièrement petit et à degré d'ouverture extrêmement élevé, que les augmentations des coûts salariaux soient compensées par les prix de vente plutôt que par la progression de la productivité. Si ces augmentations du niveau des prix ont en effet été de pair avec une croissance réelle impressionnante pendant de longues années⁴ – témoignant d'une demande dynamique pour la production domestique – rien ne garantit une continuation de cette tendance dans un avenir aujourd'hui plus incertain que jamais. Tabler sur des augmentations futures élevées du déflateur du PIB semble donc peu opportun.

Par ailleurs, une analyse au niveau *agrégé* comporte le risque évident de cacher des évolutions contrastées au niveau des différents secteurs. Pour cette raison, nous procédons à une désagrégation de l'évolution des CSU selon un certain nombre de secteurs.



4 Voir par exemple «Evolution de l'emploi, du PIB et de la productivité au Luxembourg», Rapport annuel 2006 de la BCL, pages 34 – 37.

Le graphique 1 montre que ce sont surtout les services financiers qui sont à la base du recul du CSU tel que présenté par la CdS. Les autres secteurs ont connu une évolution défavorable du CSU réel (services immobiliers ; hôtellerie et restauration ; la construction) ou bien des baisses moins prononcées de celui-ci (produits d'extraction ; transports et communications).

Ceci est d'autant plus préoccupant que l'avenir du secteur financier semble aujourd'hui moins assuré qu'avant la crise actuelle. Si déjà la bonne performance dans un seul secteur ne justifie pas des augmentations salariales dans d'autres secteurs, la dépendance d'une économie entière à l'égard d'un seul secteur, de surcroît actuellement en crise, ne peut laisser indifférent.

L'importance du secteur financier pour l'évolution du déflateur du PIB et, par conséquent, pour la variation du CSU réel est confirmée par le fait qu'à la fois les exportations des services (surtout bien sûr des services financiers) ont constitué la composante la plus importante du PIB nominal déjà en 2002 – date de départ de l'analyse de la CdS – et ont connu la plus importante augmentation cumulée de leur déflateur. Le déflateur des exportations de services est même le seul qui a dépassé la moyenne (c.-à-d. le déflateur du PIB), ce qui souligne l'importance dominante de cette seule composante.

Tableau 2
Evolution du déflateur des différentes composantes du PIB (approche dépenses)

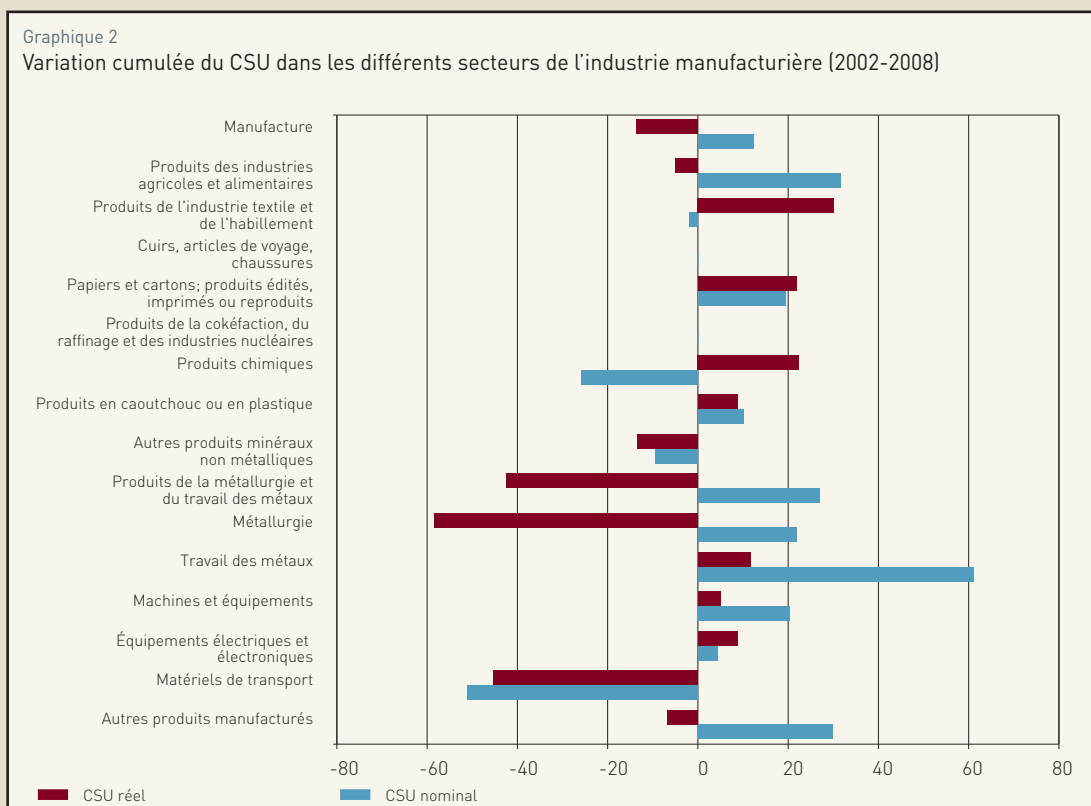
Variation annuelle du déflateur	Variation cumulée du déflateur (2002-2008)	Part relative dans le PIB nominal (2002)
Dépense de consommation finale	18,3	58,4
Dépense de consommation finale des ménages	17,4	40,4
Dépense de consommation finale des Admin. Publiques	22,8	16,5
Formation brute de capital	6,3	22
Exportations de biens	23,1	40
Exportations de services	32,4	100,6
Importations de biens	14,3	50,5
Importations de services	25,1	70,5
PIB	30,5	100

Revenant aux différents secteurs de l'économie, une désagrégation additionnelle de l'industrie manufacturière (voir graphique 2) montre elle aussi une variation contrastée des différentes branches, relativisant ainsi davantage la représentativité du résultat agrégé pour l'économie entière.

Pour la comparaison internationale du *niveau* du CSU, il s'ajoute une difficulté particulière. En effet, il peut toujours exister, malgré les efforts substantiels entrepris par Eurostat, l'OCDE et les Nations Unies, des définitions nationales divergentes des différentes variables faisant partie du CSU. Pour les pays ne faisant pas encore partie de la zone euro et disposant donc toujours d'une propre monnaie nationale, les comparaisons sont particulièrement difficiles, d'autant plus que les monnaies nationales peuvent bien évidemment être significativement sur- ou sous-évaluées et caractérisées par des fluctuations non négligeables. Les chiffres étant plus homogènes et cohérents sur le plan national qu'en comparaison internationale, il semble plus sûr de se limiter à une comparaison internationale des profils d'évolution au cours du temps du CSU⁵.

La BCL procède régulièrement à une comparaison internationale des taux de change effectifs de l'économie nationale d'une part et des principaux partenaires commerciaux du Luxembourg d'autre part (voir ce bulletin, page 96). Ces calculs, s'appuyant aussi sur l'évolution du CSU, illustrent à suffisance le bien-fondé d'un message de prudence, et ceci depuis des années.

5 Voir Havlik, Peter : "Unit labour costs in the New EU Member States", dans : Statistika (Czech Statistical Office, Ed.) , 3/2005, page 289.



En résumé, il convient de noter que

- en effet, au niveau agrégé, pour l'ensemble de l'économie, l'évolution de la part des profits dans le PIB n'a a priori pas été défavorable aux entreprises ;
- ce constat est la résultante de deux facteurs dominants
 - l'impact du déflateur du PIB l'emporte sur la contribution de la productivité du travail (cette dernière ayant été très faible) ;
 - c'est surtout le secteur financier qui est à la base de cette évolution, l'évolution dans les autres secteurs ayant été moins favorable voire même négative ;
- rien ne garantit une continuation de cette tendance à l'avenir ;
- il serait donc erroné de conclure que la modération salariale n'est plus requise du point de vue de la compétitivité du Luxembourg.